

[Text]

Mr. Roche: I would like to ask you about the linkage as my final question—I know the Chairman wants to move around—between disarmament and development. You described it in your presentation as an old subject. I guess it is old, but it seems to me to be ever new also. With the Chairman's permission, I want to put on the record one sentence from the encyclical issued last week by Pope John Paul II which, I think, has considerable significance in it. It is a chart for the new Pope's office, it is really a global document that is saying which way this spiritual leader is heading. The one sentence I want to read is as follows:

We all know well that the areas of misery and hunger on our globe could have been made fertile in a short time, if the gigantic investments for armaments at the service of war and destruction had been changed into investments for food at the service of life.

That is the end of the question. I think we have here a resurgence of this old theme of the linkage between disarmament and development. I want to ask Mr. Pearson, finally, to comment on that sentence and to say, as specifically as he can, in what ways the Canadian government can advance the theme in the international community today of the linkage of disarmament and development.

Mr. Pearson: I cannot be very specific about that because we have not really reached the point yet where we understand this linkage very clearly. We are not alone, in fact, this is a relatively neglected area of study. We have always, as most countries have, pursued two policies in two different areas. One is our aid and assistance, aid and development policies and the other is our national defence and our arms control policies. We have not made specific links between them and, indeed, we are not exactly sure what the studies now going on are going to show.

In our case, after all, Canada is not, as I said earlier, a heavy spender on armaments and arms. We are not one of the countries that would have very much to spare for extra funds to development if we were to reduce our own expenditures, because those expenditures are related to fairly specific commitments in the defence field. We spend about 2 per cent of our gross national product on defence matters and that is not a very large amount, so it has not seemed to us to be a very important question so far. We have considered it to be more important to try to get our defence expenditures into line with those of some of our allies, to hold the line and to do our best on our aid and development expenditures. As you know, those have, relatively speaking, suffered some reduction in the last couple of years. I would think within a year we would be able to give you some kind of an answer to that question, after we have done some work on it.

[Translation]

M. Roche: Je voudrais vous poser une question au sujet du lien entre le désarmement et le développement, et ce sera ma dernière question, car je sais que le président veut donner la parole à d'autres membres du comité. Vous en avez parlé comme d'un sujet ancien dans votre exposé. Il l'est probablement, mais il me semble toujours d'actualité. Si le président le permet, je vais citer une phrase de l'encyclique publiée la semaine dernière par le pape Jean-Paul II, car elle me semble très pertinente. C'est un programme de travail pour le nouveau pontife, c'est un document global dans lequel le chef spirituel expose son orientation. Voici donc la phrase que je tiens à vous lire:

Nous savons tous que les régions du monde où règne la faim et où sévit la misère auraient pu devenir plus fertiles en peu de temps si des investissements gigantesques en armements au service de la guerre et de la destruction avaient été convertis en investissements alimentaires au service de la vie.

Je vois là un retour de l'ancien thème du lien entre le désarmement et le développement. En terminant, je demanderai à M. Pearson de commenter cette phrase et, s'il le peut, de nous dire de quelle manière le gouvernement canadien peut contribuer à instituer sur le plan international un meilleur équilibre entre le désarmement et le développement.

M. Pearson: Je ne peux pas répondre de façon très précise à cette question, parce que nous ne sommes pas encore arrivés à comprendre tout à fait ce lien. Nous ne sommes pas les seuls, en fait, car c'est un sujet d'étude relativement négligé. Comme la plupart des pays, nous avons toujours suivi deux politiques distinctes dans deux domaines différents. Il y a d'abord notre politique en matière d'aide au développement, et ensuite notre politique en matière de défense nationale et de contrôle des armements. Nous n'avons pas établi de lien précis entre ces deux sphères d'activités et nous ne savons pas exactement ce qui ressortira des études actuellement en cours.

Après tout, comme je l'ai déjà dit, le Canada ne fait pas de dépenses folles en armements de toutes sortes. Nous ne sommes pas parmi les pays qui auraient beaucoup de fonds à affecter au développement, s'ils réduisaient leurs dépenses en matière de défense, car ces dépenses sont liées à des engagements assez précis dans ce domaine. Nous dépensons pour la défense environ 2 p. 100 de notre produit national brut, ce qui n'est pas très considérable, aussi cette question ne nous a-t-elle pas semblé très importante jusqu'ici. Nous avons jugé plus important d'essayer de rendre nos dépenses en matière de défense plus conformes avec celles de certains de nos alliés, afin de faire notre juste part, tout en accroissant le plus possible nos dépenses en matière d'aide et de développement. Comme vous le savez, relativement parlant, ces secteurs de dépenses ont subi des réductions au cours des deux dernières années. Je crois que d'ici un an, nous serons mieux en mesure de répondre à ce genre de question, lorsque certains travaux auront progressé dans ce domaine.

• 1015

The Chairman: Thank you, Mr. Pearson.

Le président: Merci, monsieur Pearson.